



RÊVER. BÂTIR. RÉUSSIR.

Rapport financier du deuxième trimestre de 2024-2025

*En date du 30 septembre 2024 et pour le trimestre et le
semestre terminés le 30 septembre 2024*

Table des matières

Rapport de gestion

Préparation des renseignements financiers	3
Avertissement relatif aux énoncés prospectifs	3
Aperçu	3
Survol de l'économie et de l'industrie agricole	4
Gestion du risque d'entreprise	6
Résultats financiers	6
Situation financière	8
Rendement par rapport au plan	9

États financiers

Déclaration de la responsabilité de la direction	10
États financiers trimestriels consolidés condensés	11
Notes complémentaires aux états financiers trimestriels consolidés condensés	15

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez écrire à la Communication d'entreprise à l'adresse communications@fcc-fac.ca

Rapport de gestion

Préparation des renseignements financiers

Le rapport de gestion qui suit résume la situation financière et les résultats d'exploitation de Financement agricole Canada (FAC) et a été préparé par la direction. Conformément au pouvoir que lui confère le Conseil d'administration de FAC, le Comité d'audit du Conseil a examiné le rapport de gestion et a approuvé sa diffusion le 21 novembre 2024. Ce rapport de gestion a été dressé conformément à la Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État.

Ce rapport de gestion s'appuie sur les états financiers trimestriels consolidés condensés non audités (états financiers trimestriels) de FAC au 30 septembre 2024 et pour le trimestre et le semestre terminés à cette date, et il doit être lu en parallèle avec le Rapport annuel et le Résumé du plan d'entreprise les plus récents.¹

Avertissement relatif aux énoncés prospectifs

Le rapport de gestion contient des renseignements financiers prospectifs fondés sur certaines hypothèses qui reflètent le plan d'action de la direction selon la conjoncture économique la plus probable. Du fait de leur nature, ces hypothèses comportent des incertitudes et des risques inhérents. Il existe donc un risque important que les résultats réels soient différents et que les écarts soient notables. Au nombre des facteurs qui pourraient causer ces écarts, il faut inclure l'évolution de la conjoncture économique générale et des marchés : les conditions météorologiques extrêmes, les tensions inflationnistes, les taux d'intérêt et les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement en sont quelques exemples.

Aperçu

FAC est une société d'État fédérale qui rend compte aux Canadiennes et Canadiens et au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Elle offre du financement et d'autres services à plus de 103 000 clients. La société compte plus de 2 500 employés répartis dans 103 bureaux situés principalement dans les collectivités rurales canadiennes, ainsi qu'à notre siège social, qui se situe à Regina, en Saskatchewan.

¹ Ces documents peuvent être consultés à l'adresse www.fcc-fac.ca/fr/a-propos-de-FAC/gouvernance/rapports.html.

Survol de l'économie et de l'industrie agricole¹

Les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'agroalimentaire sont confrontés à des défis en 2024. Les taux d'intérêt élevés ont ralenti la croissance économique mondiale, ce qui, combiné à l'offre abondante de produits agricoles, a exercé des pressions baissières sur les prix de la plupart des produits agricoles. Après avoir atteint un nouveau record et augmenté de 4,4 % en 2023, les recettes monétaires agricoles devraient diminuer de 1,9 % en 2024.

La forte demande et l'offre restreinte de terres agricoles ont fait grimper la valeur de celles-ci de 9,4 % en 2023. Cependant, cette hausse de la valeur des terres agricoles ralentira pour s'établir à 5,7 % en 2024, d'après les projections, vu les taux d'intérêt élevés et le recul des recettes monétaires agricoles.

Les risques géopolitiques sont importants sur les marchés mondiaux. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et le conflit en cours au Moyen-Orient pourraient entraîner la volatilité des prix des produits agricoles. Les exportations de céréales à partir de la mer Noire se poursuivent malgré le retrait de la Russie de l'accord sur les exportations des céréales en mer Noire, chapeauté par les Nations Unies. Toutefois, les sociétés internationales de transport maritime évitent la mer Rouge, préférant contourner l'Afrique. Ce détour entraîne des semaines supplémentaires de transport, ce qui réduit la capacité d'expédition mondiale et augmente les taux de fret maritime.

En septembre 2024, la Chine a annoncé qu'elle lançait une enquête antidumping sur le canola canadien, une mesure de rétorsion à la suite des tarifs douaniers imposés par le Canada sur les véhicules électriques chinois. On s'attend à ce que les prix du canola soient volatils jusqu'à la conclusion de l'enquête.

L'Inde a levé plusieurs restrictions à l'importation de lentilles et de pois en raison de la forte inflation alimentaire et du resserrement de l'offre intérieure. En conséquence, l'Inde a éliminé tous les droits d'importation sur les lentilles, et ce, jusqu'en mars 2025. Elle a également suspendu toutes les restrictions à l'importation de pois jaunes jusqu'au 31 décembre 2024. Cependant, les tensions croissantes et la récente chute marquée de l'inflation alimentaire laissent croire à la possibilité que le gouvernement indien réintroduise des restrictions à l'importation dans un avenir proche.

Le Canada est en passe de connaître une deuxième année consécutive de faible croissance économique; en effet, la Banque du Canada s'attend à ce que le produit intérieur brut (PIB) progresse de seulement 1,2 % en 2024. Les taux d'intérêt élevés, le ralentissement du marché du travail et la perte de pouvoir d'achat des ménages contribuent à freiner les dépenses de consommation, qui représentent environ 60 % du PIB. En outre, les investissements des entreprises sont limités par le manque de confiance et l'augmentation du nombre de faillites. Par conséquent, la Banque du Canada assouplit sa politique monétaire afin de soutenir l'économie canadienne et devrait abaisser davantage ses taux d'intérêt au cours des prochains trimestres.

La transition vers une économie à faibles émissions de carbone présente de multiples risques et possibilités pour l'agriculture canadienne. De nouvelles réglementations et exigences visant la production de rapports sur la durabilité par les grands producteurs favoriseront l'innovation et l'adoption de pratiques durables. À mesure que les grands fournisseurs prendront des engagements en matière de carboneutralité, la demande de produits à faible teneur en carbone créera de nouveaux débouchés pour les producteurs qui déploient des efforts en matière de durabilité et en font rapport. De plus, les dispositions législatives contre l'écoblanchiment feront en sorte que les véritables déclarations de durabilité soient reconnues et mises en valeur.

Les grèves portuaires en Amérique du Nord constituent un risque pour les chaînes d'approvisionnement canadiennes. Bien que ces ports aient repris leurs activités, de nouveaux arrêts de travail pourraient avoir lieu si des accords sur les augmentations salariales ne sont pas conclus. Finalement, les exportateurs canadiens doivent répondre à des préoccupations concernant leur statut de fournisseurs fiables sur le marché mondial.

Production primaire

La production canadienne totale d'oléagineux et de céréales devrait augmenter en 2024 principalement en raison de la reprise de la production après la sécheresse de 2023. Même si les recettes monétaires agricoles totales liées aux grandes cultures ont progressé de 3,9 % en 2023, la production réduite de céréales, d'oléagineux et de légumineuses, ainsi que la baisse des prix des produits de base pourraient peser sur les recettes des cultures en 2024, qui devraient chuter de 13,1 % selon les projections. Dans l'Ouest canadien, les marges des cultures devraient demeurer serrées en 2024 en raison de la baisse du prix des produits de base. On prévoit également une diminution des marges dans l'Est du Canada en 2024; la rentabilité à l'échelle des exploitations agricoles sera déterminée par l'efficacité et les coûts en capital de chaque producteur.

La rentabilité est à la hausse en 2024 pour l'industrie laitière puisque la croissance démographique a fait augmenter la demande de produits laitiers. Pour combler cette demande, l'offre de lait s'est accrue grâce à des quotas et à des journées d'incitatifs supplémentaires. La diminution des coûts des aliments pour animaux et la vigueur des prix des vaches de réforme et des veaux contribuent à la rentabilité.

¹ Les années indiquées dans le Survol de l'économie et de l'industrie agricole renvoient à l'année civile.

Dans l'ensemble, le secteur du bœuf a été rentable en 2023, mais les régions touchées par la sécheresse ont été confrontées à des difficultés liées au manque de disponibilité et au coût des aliments pour animaux. Malgré cette rentabilité, la taille du cheptel bovin canadien a atteint un creux inégalé en trois décennies et le nombre de génisses de remplacement avoisine un plancher record. Il faudra plusieurs années de bonnes conditions météorologiques et de prix élevés pour voir une reconstitution du cheptel. En 2024, on prévoit que les marges des exploitations vache-veau resteront solides, dépassant la moyenne quinquennale grâce au soutien apporté par les prix à terme élevés des bovins d'engraissement. Si les marges des parcs d'engraissement ont bénéficié de la réduction du coût des aliments pour animaux, les prix des bovins gras n'ont pas augmenté autant que ceux des bouvillons en raison des prix de détail déjà élevés et de l'impossibilité de répercuter de nouvelles hausses aux consommateurs. Par conséquent, la rentabilité des parcs d'engraissement reste faible.

Compte tenu des défis occasionnés par la grippe aviaire, la production avicole a été forte en 2023, mais devrait ralentir en 2024 pour atteindre le taux de croissance le plus faible des dix dernières années. Le resserrement du budget des ménages a limité les achats des consommateurs, mais les marges demeurent positives. Par ailleurs, la production d'œufs a rebondi après avoir diminué en 2023.

Malgré la saison de croissance difficile partout au pays, les producteurs de pommes de terre ont enregistré une récolte record en 2023. Les stocks de pommes de terre en Amérique du Nord demeurent abondants, ce qui fait baisser les prix et le volume des contrats pour la saison de croissance 2024, de sorte qu'on s'attend à une légère diminution des marges bénéficiaires.

On prévoit que les recettes monétaires tirées des légumes de serre et des fruits frais augmenteront de 6,6 % et de 3,3 % respectivement en 2024, mais la rentabilité devrait demeurer limitée, car les coûts des intrants et de la main-d'œuvre restent élevés. Par ailleurs, le secteur des fruits a connu plusieurs années de croissance difficiles qui pourraient peser sur les revenus agricoles. Les périodes de froid de l'hiver 2024 ont eu des répercussions sur une grande partie des secteurs fruitier et vinicole de la Colombie-Britannique, entraînant la perte d'une grande partie des cultures fruitières. La fermeture d'une coopérative fruitière de la Colombie-Britannique l'été dernier a entraîné une perte de débouchés pour les producteurs de fruits.

Dans le secteur porcin, les marges des exploitations de naisage-finition étaient sous pression en 2023, en particulier dans l'Est, en raison de problèmes liés à la capacité d'abattage. Les marges des éleveurs de porcs canadiens devraient être inférieures au seuil de rentabilité en 2024 en raison de la faible demande et de l'offre excédentaire de porcs à l'échelle mondiale. Toutefois, les prix de l'orge et du maïs ont reculé, ce qui a partiellement atténué les pressions sur la rentabilité.

Agroentreprise et agroalimentaire

Dans le secteur de l'agroentreprise, on s'attend à ce que les pressions inflationnistes sur les équipements neufs ainsi que les coûts d'emprunt accrus ralentissent les ventes d'équipements agricoles en 2024. Les fabricants ont commencé à ajuster les niveaux de production en réaction à la demande réduite. Les volumes de manutention des céréales et leur rentabilité devraient être élevés, les projections actuelles indiquant que les niveaux de production de 2024 seront supérieurs à la moyenne. Les prix des engrais ont baissé par rapport à leurs sommets de 2022 et devraient diminuer à l'approche de la période d'épandage automnale d'engrais.

Les fabricants canadiens d'aliments et de boissons ont connu une année de faibles bénéfices en 2023, car les coûts des intrants ont exercé une pression sur les marges, mais les perspectives globales pour 2024 sont plus positives. La stabilisation, et dans certains cas, la diminution des coûts des intrants semble annonciatrice d'une amélioration des marges.

Pour ce qui est du marché de la main-d'œuvre, des signes indiquent qu'il commence à se détendre. La diminution des taux de postes vacants devrait aider à réduire les pressions salariales, mais une part d'incertitude subsiste quant à l'incidence des changements apportés au Programme des travailleurs étrangers temporaires sur la disponibilité des travailleurs.

Gestion du risque d'entreprise

En tant qu'institution financière, nous tenons compte des risques lorsque nous accordons du financement aux clients, offrons des services, déterminons nos priorités et élaborons des stratégies et des initiatives commerciales. FAC est exposée à quatre grandes catégories de risque : le risque stratégique, le risque financier, le risque opérationnel et le risque lié à la réputation. Chaque catégorie comporte des risques distincts, lesquels sont évalués au moyen de divers outils pour en déterminer la probabilité et l'incidence.

Notre cadre de gestion du risque d'entreprise établit la structure de gouvernance permettant de gérer le risque, d'une part, et d'autre part, le processus utilisé pour déterminer, évaluer, mesurer, gérer, atténuer et surveiller le risque et en faire rapport. Nous améliorons constamment nos pratiques de gestion du risque d'entreprise et nous évaluons nos activités en fonction d'un énoncé officiel sur la propension et la tolérance au risque, qui définit et mesure ce qui constitue un niveau acceptable de risque.

Nous continuons de respecter notre cadre de gestion du risque d'entreprise, comme en témoignent les états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 mars 2024.

À mesure que nous évoluons vers une économie à faibles émissions de carbone, une occasion s'offre à nous d'aider nos clients à comprendre les exigences en matière de présentation des informations sur la durabilité afin qu'ils aient accès aux bonnes données et aux renseignements nécessaires pour faire connaître leur histoire. Il est essentiel pour nous de continuer à développer de nouvelles offres en matière de solutions de capital et de services-conseils pour aider les clients à faire la transition, en leur permettant non seulement de participer, mais aussi de prospérer dans cet environnement en pleine évolution.

Résultats financiers

L'analyse du bénéfice net consiste en une comparaison des résultats du trimestre et du semestre terminés le 30 septembre 2024 aux résultats des mêmes périodes terminées le 30 septembre 2023.

Bénéfice net

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre			Semestre terminé le 30 septembre		
	2024	2023	Écart	2024	2023	Écart
Intérêts créditeurs nets	364	342	22	713	674	39
Charge pour pertes sur prêts	(20)	(27)	7	(45)	(27)	(18)
Produits autres que d'intérêt (charges)	2	-	2	12	(2)	14
Frais d'administration	(147)	(145)	(2)	(305)	(292)	(13)
Bénéfice net	199	170	29	375	353	22

Trimestre terminé le 30 septembre

Le bénéfice net a augmenté de 29 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 17 % par rapport à la même période en 2023. La hausse des intérêts créditeurs est principalement attribuable à l'augmentation des volumes de prêts. La diminution de la charge pour pertes sur prêts a été influencée essentiellement par une augmentation plus faible du risque de crédit des clients existants d'un trimestre à l'autre. Les produits autres que d'intérêt ont enregistré une légère hausse en raison des gains nets non réalisés sur des placements effectués par l'entremise de FAC Capital au cours du trimestre terminé en septembre 2024. La hausse des frais d'administration s'explique par une augmentation des salaires et des avantages découlant de postes supplémentaires nécessaires pour soutenir la croissance de nos activités et mettre en œuvre des initiatives stratégiques.

Semestre terminé le 30 septembre

Le bénéfice net a augmenté de 22 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 6 % par rapport à la même période en 2023. La hausse des intérêts créditeurs nets est attribuable à une augmentation du volume, contrebalancée par une diminution de la marge. Elle a été compensée par une augmentation de la charge pour pertes sur prêts qui est principalement attribuable au nombre accru de clients dont les prêts sont passés au stade « douteux », entraînant une augmentation de la provision pour pertes sur prêts par rapport à septembre 2023. La hausse des produits autres que d'intérêt s'explique par des variations de rendement de nos placements effectués par l'entremise de FAC Capital qui se sont produites en grande partie sous l'effet de gains non réalisés au cours du semestre terminé le 30 septembre 2024. L'augmentation des frais d'administration attribuable à l'embauche d'employés supplémentaires et aux coûts d'impartition de main-d'œuvre nécessaires pour faire croître nos activités et réaliser nos initiatives stratégiques constitue une autre source de réduction.

Intérêts créditeurs nets, prêts et emprunts

Intérêts créditeurs nets

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre 2024	Semestre terminé le 30 septembre 2024
Augmentation sur douze mois des intérêts créditeurs nets attribuable à :		
Augmentation du volume	21	46
Augmentation (diminution) de la marge d'intérêt nette	1	(7)
Augmentation totale des intérêts créditeurs nets	22	39

Trimestre terminé le 30 septembre

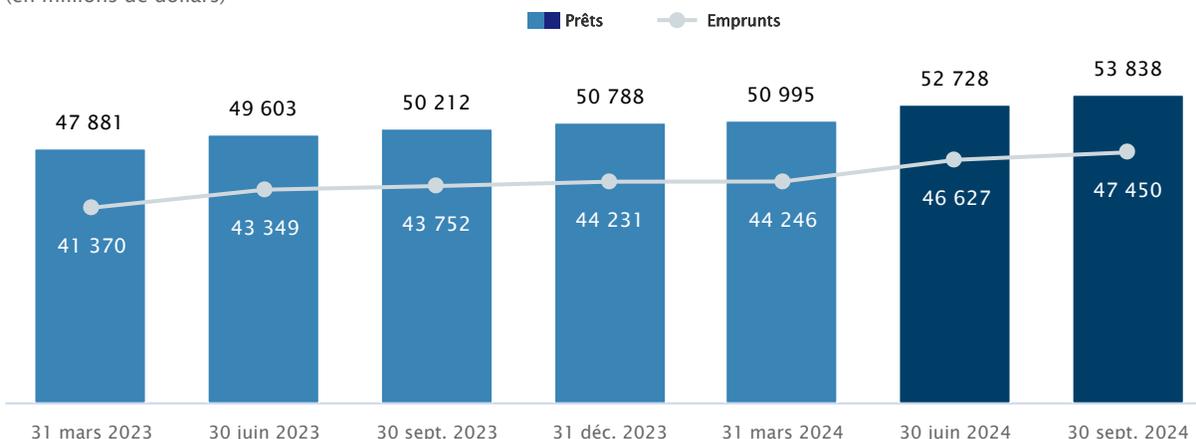
Les actifs productifs d'intérêts ont augmenté, ce qui s'est traduit par une hausse des intérêts créditeurs nets de 21 millions de dollars. Le volume plus élevé s'explique par le fait que des clients ont obtenu du financement supplémentaire pour leur entreprise afin d'investir dans des équipements et des terres, en réponse à la valeur des terres agricoles qui ne cesse d'augmenter et à la réduction des taux d'intérêt qui facilite les investissements. Cette augmentation est accompagnée d'une hausse de 1 million de dollars de la marge d'intérêt nette découlant d'un changement favorable dans la composition du portefeuille et du financement.

Semestre terminé le 30 septembre

Les actifs productifs d'intérêts ont cru, ce qui s'est traduit par une hausse des intérêts créditeurs nets de 46 millions de dollars. L'augmentation du volume a été répartie uniformément entre les prêts à taux fixe et les produits à taux variable et s'explique par une forte croissance des prêts dans les secteurs des céréales et des oléagineux, de l'agroentreprise et de l'agroalimentaire, plus particulièrement en Ontario et en Saskatchewan. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par une diminution de 7 millions de dollars de la marge d'intérêt nette attribuable à la pression exercée sur les prix et aux changements dans la composition de notre portefeuille résultant du contexte de taux d'intérêt accrus.

Prêts et emprunts

(en millions de dollars)

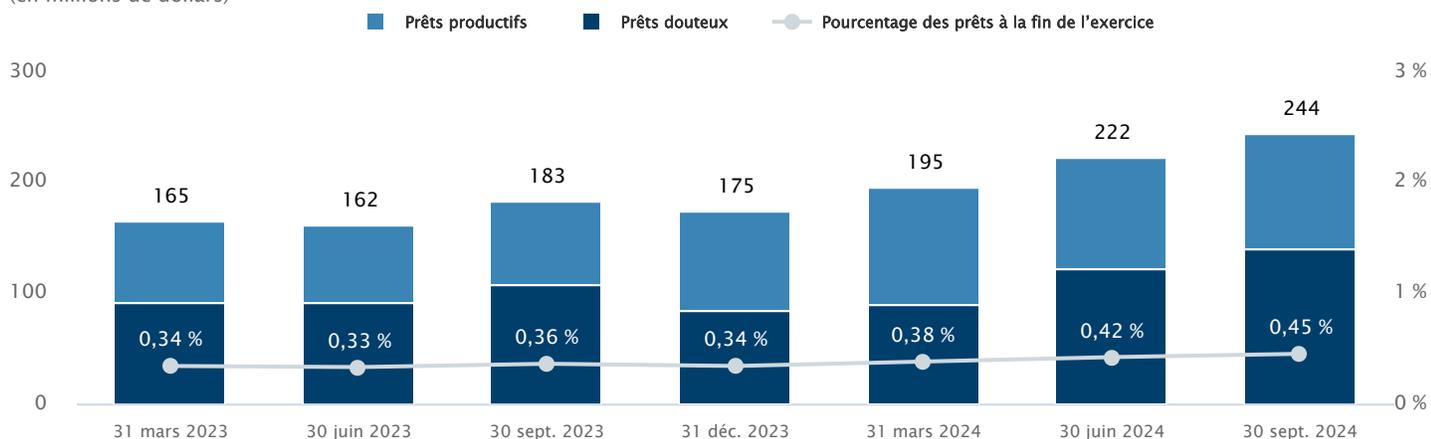


Les prêts ont augmenté de 5,6 % depuis le 31 mars 2024. La plus forte hausse en dollars a été constatée dans le secteur des céréales et des oléagineux et découle des dépenses en immobilisations effectuées par les clients principalement pour l'achat d'équipements et de terres. Les prêts saisonniers dans le cadre du financement aux alliances représentent l'essentiel de la croissance dans ce secteur, laquelle est attribuable aux dépenses plus élevées pour l'achat d'intrants de culture pour la période d'ensemencement de 2024 en raison de leurs prix élevés. Tous les secteurs de l'industrie et toutes les régions géographiques ont connu une hausse, à l'exception du secteur porcin, qui a enregistré une baisse par rapport au 31 mars 2024. Le secteur porcin a été confronté à des problèmes de rentabilité, notamment des contraintes relatives à la capacité d'abattage et des marges étroites, ce qui a entraîné des retards dans les investissements.

Les emprunts ont crû de 7,2 % depuis le 31 mars 2024. Ce sont principalement les emprunts à long terme qui sont à l'origine de l'augmentation.

Provision pour pertes sur prêts et qualité du crédit

(en millions de dollars)



Notre provision pour pertes sur prêts a augmenté de 49 millions de dollars depuis le 31 mars 2024. Cette augmentation est principalement attribuable aux prêts douteux qui ont crû de 51 millions de dollars en raison de clients de divers secteurs et de diverses régions géographiques aux prises avec des difficultés financières et un solde en souffrance qui ont demandé des modifications à leur prêt. Les prêts douteux se sont accrus dans la plupart des secteurs, mais ce sont les secteurs porcin et de l'agroalimentaire qui ont connu la plus forte augmentation en dollars. La provision pour pertes sur les prêts productifs a diminué de 2 millions de dollars en raison des mises à jour annuelles des données utilisées dans nos calculs fondés sur les pertes récentes et les considérations prospectives, et d'une migration favorable du risque de crédit. Ces diminutions ont été partiellement compensées par l'octroi de nouveaux prêts.

Situation financière

(en millions de dollars)	30 septembre 2024	31 mars 2024	Écart
Espèces et quasi-espèces	1 695	1 559	136
Prêts nets	53 594	50 800	2 794
Autres	1 089	1 162	(73)
Total de l'actif	56 378	53 521	2 857
Emprunts	47 450	44 246	3 204
Autres	507	539	(32)
Total du passif	47 957	44 785	3 172
Capitaux propres	8 421	8 736	(315)

Le solde des prêts s'est accru, et les emprunts ont augmenté pour financer la croissance des prêts. Pour plus de détails, consultez la section sur les prêts et emprunts ci-dessus. La baisse de 73 millions de dollars des autres actifs est due à une diminution des placements à court terme. La diminution des capitaux propres s'explique principalement par le versement d'un dividende de 690 millions de dollars au gouvernement du Canada le 25 juin 2024.

Rendement par rapport au plan

Principales mesures financières	Plan	Réalisations
	2024-2025 ⁽¹⁾	2024-2025 ⁽²⁾
Bénéfice net	735 M\$	375 M\$
Taux de croissance des prêts (%)	5,1 %	7,2 %
Rendement des capitaux propres ⁽³⁾	8,4 %	8,7 %
Ratio d'efficacité ⁽³⁾	47,5 %	42,4 %
Ratio de capital total ⁽³⁾	16,6 %	15,9 %
Frais d'administration	705 M\$	305 M\$

⁽¹⁾ Les valeurs du plan sont fondées sur les résultats projetés du Plan d'entreprise 2025-2029 pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025.

⁽²⁾ Les données réelles (réalisations) sont fonction des résultats pour le semestre terminé le 30 septembre 2024.

⁽³⁾ Il est possible que ces mesures n'aient pas de signification uniformisée au titre des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et ne soient pas comparables à des mesures similaires utilisées dans l'industrie. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez la section sur les mesures non conformes aux PCGR des états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2024.

La croissance du portefeuille supérieure à celle prévue dans le plan et les réductions de coûts supplémentaires grâce à des dépenses responsables devraient partiellement contrebalancer les revenus moins élevés et le risque accru. Le risque accru, représenté dans les prêts douteux du portefeuille, devrait contribuer à une augmentation de la charge pour pertes sur prêts, ce qui fera diminuer le bénéfice net et le rendement des capitaux propres. Malgré l'augmentation des volumes de prêts, l'incidence des taux d'intérêt élevés par rapport aux projections énoncées dans le plan sur le comportement des clients en ce qui a trait au choix des produits contribuera à la compression des marges et des revenus. En plus de réduire le bénéfice net et le rendement des capitaux propres, la diminution des revenus aura une incidence sur le ratio d'efficacité.

Même si l'on prévoit qu'ils seront favorables par rapport au plan, nos frais d'administration devraient s'accroître au cours du reste de l'exercice à mesure que nous continuons d'investir dans notre transformation stratégique et de soutenir la croissance de nos activités. Cette augmentation aura une incidence sur nos ratios depuis le début de l'exercice et fera augmenter le ratio d'efficacité plus près des projections du plan et diminuer notre rendement des capitaux propres à un niveau inférieur au plan.

Avec la récente baisse des taux d'intérêt, la diminution des coûts d'emprunt allégera les clients de certaines des pressions auxquelles ils font face actuellement et leur permettra de commencer à trouver un équilibre entre les investissements dans leur entreprise et la gestion de leurs flux de trésorerie. La croissance des prêts depuis le début de l'exercice témoigne de cette baisse, et elle devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'exercice.

Le ratio de capital total augmentera pendant l'exercice, le capital étant régénéré après le versement du dividende en juin. Par contre, selon les projections, le ratio de capital devrait être légèrement inférieur au plan à la fin de l'exercice compte tenu de l'augmentation des risques et de la croissance du portefeuille supérieure à celle prévue dans le plan.

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés condensés, conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, ainsi que des contrôles internes qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers trimestriels consolidés condensés exempts d'anomalies significatives. La direction est également responsable de veiller à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés condensés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés condensés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date des états financiers trimestriels consolidés condensés et pour les périodes visées.



Justine Hendricks, MBA
Présidente-directrice générale



Corinna Mitchell-Beaudin, CPA, CA, CFA
Vice-président exécutive, Finances

Regina, Canada
Le 21 novembre 2024

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Au 30 septembre 2024	Au 31 mars 2024
Actif		
Espèces et quasi-espèces	1 695	1 559
Placements à court terme	353	446
Créances et charges payées d'avance	36	34
Prêts		
Prêts – total (note 2)	53 838	50 995
Provision pour pertes sur prêts (note 3)	(244)	(195)
Prêts nets	53 594	50 800
Autres prêts nets	9	21
Placements	258	225
Actifs au titre du droit d'utilisation	149	154
Immobilisations corporelles	23	24
Actifs incorporels	7	9
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	248	245
Autres actifs	6	4
Total de l'actif	56 378	53 521
Passif		
Créditeurs et charges à payer	73	105
Emprunts		
Dette à court terme (note 4)	9 404	8 314
Dette à long terme (note 4)	38 046	35 932
Total des emprunts	47 450	44 246
Passifs des prêts Transfert	178	177
Passifs liés aux contrats de location	153	158
Passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	95	91
Autres passifs	8	8
Total du passif	47 957	44 785
Capitaux propres		
Bénéfices non répartis	8 421	8 736
Total des capitaux propres	8 421	8 736
Total du passif et des capitaux propres	56 378	53 521

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 septembre 2024	30 septembre 2023	30 septembre 2024	30 septembre 2023
Intérêts créditeurs	766	704	1 512	1 356
Intérêts débiteurs	(402)	(362)	(799)	(682)
Intérêts créditeurs nets	364	342	713	674
Revenu tiré de l'assurance	4	4	9	9
(Perte nette) gain net tiré des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur ⁽¹⁾	-	(3)	5	(8)
Autres charges	(2)	(1)	(2)	(3)
Produits autres que d'intérêt (charges)	2	-	12	(2)
Total des revenus	366	342	725	672
Charge pour pertes sur prêts	(20)	(27)	(45)	(27)
Frais d'administration	(147)	(145)	(305)	(292)
Bénéfice net	199	170	375	353

⁽¹⁾ Les données comparatives ont été reclassées. Veuillez consulter la note 4 du rapport annuel daté du 31 mars 2024.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 septembre

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 juin 2024	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 30 septembre 2024
Capital d'apport	-	-	-	-
Bénéfices non répartis	8 222	199	-	8 421
Total des capitaux propres	8 222	199	-	8 421

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 juin 2023	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 30 septembre 2023
Capital d'apport	-	-	-	-
Bénéfices non répartis	8 300	170	-	8 470
Total des capitaux propres	8 300	170	-	8 470

Pour le semestre terminé le 30 septembre

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2024	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 30 septembre 2024
Capital d'apport	-	-	-	-
Bénéfices non répartis	8 736	375	(690)	8 421
Total des capitaux propres	8 736	375	(690)	8 421

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2023	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 30 septembre 2023
Capital d'apport	250	-	(250)	-
Bénéfices non répartis	8 327	353	(210)	8 470
Total des capitaux propres	8 577	353	(460)	8 470

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 septembre 2024	30 septembre 2023	30 septembre 2024	30 septembre 2023
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	199	170	375	353
Ajustements pour déterminer les (sorties) rentrées nettes liées aux activités d'exploitation :				
Intérêts créditeurs	(766)	(704)	(1 512)	(1 356)
Intérêts débiteurs	402	362	799	682
Charge pour pertes sur prêts	20	27	45	27
Perte nette non réalisée (gain net non réalisé) découlant des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur ⁽¹⁾	-	2	(5)	11
Dépréciation d'actifs au titre du droit d'utilisation ⁽¹⁾	4	5	8	8
Dépréciation d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	2	1	4	5
Amortissement des actifs incorporels ⁽¹⁾	1	1	2	2
Charges diverses (produits divers)	23	(21)	8	(3)
Sorties de fonds nettes liées aux prêts	(967)	(447)	(2 723)	(2 202)
Variation nette des autres actifs et passifs d'exploitation	12	(28)	(34)	(25)
Intérêts reçus	615	557	1 395	1 217
Intérêts payés	(351)	(313)	(758)	(635)
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(806)	(388)	(2 396)	(1 916)
Activités de placement				
Achat de placements à court terme	(63)	(268)	(321)	(850)
Produits de l'arrivée à échéance des placements à court terme	224	167	411	499
Remboursements liés à d'autres prêts	-	-	13	-
Acquisition de placements ⁽¹⁾	(18)	(19)	(27)	(29)
Produits de la vente et remboursement de placements ⁽¹⁾	-	1	1	4
Achat d'immobilisations corporelles	(2)	(1)	(3)	(3)
Achat d'actifs incorporels	-	(1)	-	(1)
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités de placement	141	(121)	74	(380)
Activités de financement				
Dette à long terme émise	2 585	1 811	6 317	5 537
Dette à long terme remboursée	(1 763)	(1 141)	(3 248)	(2 744)
Dette à court terme émise	3 190	3 463	6 427	6 885
Dette à court terme remboursée	(3 242)	(3 783)	(6 333)	(7 344)
Remboursement de capital relatif aux passifs liés aux contrats de location	(3)	(4)	(7)	(8)
Dividende versé	-	-	(690)	(460)
Rentrées de fonds liées aux activités de financement	767	346	2 466	1 866
Variation des espèces et quasi-espèces	102	(163)	144	(430)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 604	1 514	1 559	1 782
Effets des variations de change sur le solde des sommes détenues et exigibles en monnaies étrangères	(11)	3	(8)	2
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	1 695	1 354	1 695	1 354
Les espèces et quasi-espèces comprennent :				
Espèces	1 400	1 295	1 400	1 295
Placements à court terme	295	59	295	59

⁽¹⁾ Les données comparatives ont été reclassées. Veuillez consulter la note 4 du rapport annuel daté du 31 mars 2024.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

Notes complémentaires aux états financiers trimestriels consolidés condensés

(non audités)

1. Principales conventions comptables

Mode de présentation

Les présents états financiers trimestriels consolidés et condensés non audités (états financiers trimestriels) ont été dressés conformément à la Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

Ces états financiers trimestriels ne contiennent pas tous les renseignements qui doivent figurer dans les états financiers annuels complets et doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2024.

À moins d'indication contraire, les états financiers sont présentés en millions de dollars canadiens, soit la monnaie de fonctionnement de Financement agricole Canada (FAC).

Ces états financiers trimestriels sont en date du 30 septembre 2024 et pour le semestre terminé à cette date. Ils ont été approuvés et leur communication a été autorisée par le Comité d'audit du Conseil d'administration le 21 novembre 2024.

Méthodes comptables

Les méthodes comptables adoptées dans le cadre de la préparation de ces états financiers trimestriels sont conformes à celles qui ont été appliquées aux états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2024.

Estimations et jugements importants de la direction

La préparation des états financiers trimestriels exige que la direction formule des jugements, des estimations et des hypothèses concernant l'avenir qui influent sur les montants présentés dans les états financiers trimestriels et les notes complémentaires. Ces jugements, estimations et hypothèses font l'objet d'une évaluation continue fondée sur les données antérieures et d'autres facteurs, dont les événements prévus et jugés plausibles dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces jugements, estimations et hypothèses.

Pour obtenir des renseignements sur les jugements, les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les montants inscrits dans les états financiers trimestriels, consultez les notes correspondantes des états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2024.

2. Prêts nets

	Terme jusqu'à échéance			Au 30 septembre 2024
	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Taux variable	4 978	10 536	377	15 891
Taux fixe	6 221	23 801	7 961	37 983
Prêts bruts	11 199	34 337	8 338	53 874
Commissions sur prêts reportées				(36)
Total des prêts				53 838
Provision pour pertes sur prêts (note 3)				(244)
Prêts nets				53 594

	Terme jusqu'à échéance			Au 31 mars 2024
	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Taux variable	4 099	9 910	284	14 293
Taux fixe	5 066	22 960	8 709	36 735
Prêts bruts	9 165	32 870	8 993	51 028
Commissions sur prêts reportées				(33)
Total des prêts				50 995
Provision pour pertes sur prêts (note 3)				(195)
Prêts nets				50 800

Concentration du risque de crédit

Répartition par secteur

	Au 30 septembre 2024		Au 31 mars 2024	
	Prêts bruts	Prêts douteux	Prêts bruts	Prêts douteux
Céréales et oléagineux	17 229	182	16 371	151
Produits laitiers	7 574	89	7 368	50
Agroentreprise	6 612	190	6 311	153
Bœuf	4 551	111	4 318	103
Volaille	3 585	43	3 341	45
Autres	3 470	104	3 396	68
Agroalimentaire	2 828	238	2 628	168
Alliances	2 433	32	1 764	14
Serres	2 423	96	2 373	89
Porc	1 627	131	1 659	27
Fruits	1 542	96	1 499	89
Total	53 874	1 312	51 028	957

Répartition géographique

	Au 30 septembre 2024		Au 31 mars 2024	
	Prêts bruts	Prêts douteux	Prêts bruts	Prêts douteux
Ontario	16 351	271	15 601	149
Saskatchewan	10 025	160	9 179	127
Alberta	9 644	169	9 176	156
Québec	7 489	263	7 262	217
Colombie-Britannique	4 692	280	4 433	194
Manitoba	4 002	77	3 781	55
Atlantique	1 671	92	1 596	59
Total	53 874	1 312	51 028	957

3. Provision pour pertes sur prêts – prêts

Au 30 septembre 2024	1 ^{er} stade	2 ^e stade	3 ^e stade	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	34	72	89	195
Transfert au 1 ^{er} stade	7	(6)	(1)	–
Transfert au 2 ^e stade	(4)	28	(24)	–
Transfert au 3 ^e stade	(1)	(12)	13	–
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	18	3	2	23
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(4)	(3)	(9)	(16)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(15)	(12)	75	48
Radiations	–	(1)	(5)	(6)
Recouvrement de sommes précédemment radiées	–	–	–	–
Provision totale	35	69	140	244

Au 31 mars 2024	1 ^{er} stade	2 ^e stade	3 ^e stade	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	45	29	91	165
Transfert au 1 ^{er} stade	15	(10)	(5)	–
Transfert au 2 ^e stade	(25)	101	(76)	–
Transfert au 3 ^e stade	(2)	(13)	15	–
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	30	5	15	50
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(16)	(2)	(13)	(31)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(13)	(35)	115	67
Radiations	–	(3)	(55)	(58)
Recouvrement de sommes précédemment radiées	–	–	2	2
Provision totale	34	72	89	195

4. Emprunts

Dette à court terme

	Au 30 septembre 2024	Au 31 mars 2024
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Emprunts à taux variable	559	413
Emprunts à taux fixe	7 951	6 974
	8 510	7 387
Emprunts auprès des marchés financiers		
Billets à ordre à taux fixe en dollars américains	894	927
Total	9 404	8 314

Dette à long terme

	Au 30 septembre 2024	Au 31 mars 2024
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Emprunts à taux variable	14 719	14 055
Emprunts à taux fixe	23 327	21 877
Total	38 046	35 932